

Europe, dossier israélo-palestinien, management au sein de son département: Ignazio Cassis, le ministre des

# «MOI, JE GÈRE LES

« XAVIER LAMBIEL ET PHILIPPE BOEGLIN

**Conseil fédéral** » Les éditorialistes le jugent isolé. Dans les médias, certains de ses diplomates dénoncent des incohérences, de l'agitation, voire du «stalinisme». Le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis vit à nouveau des moments difficiles. Entre le crucial et tentaculaire dossier européen, un dialogue complexe avec le géant chinois et un positionnement difficile entre Israël et les Palestiniens, le libéral-radical aborde une phase particulièrement délicate. Curieusement absent sur le sujet de la pandémie ces derniers mois, l'ancien médecin cantonal tessinois se défend face aux critiques. Entretien.

**Vous avez été le médecin cantonal du Tessin, l'un des cantons les plus touchés par la pandémie. Désormais, vous faites partie de la majorité de droite au Conseil fédéral, qui a longtemps bloqué les mesures sanitaires. Faites-vous passer l'économie avant les avis médicaux?**

**Ignazio Cassis:** Je ne partage pas cette appréciation de la situation. Le Conseil fédéral a fait preuve d'une grande unité en mars déjà lors de la première vague épidémique. Ensuite, il y a eu des divergences de vues sur la vitesse et l'ampleur des restrictions, ce qui est normal dans une démocratie. Puis, quand le Conseil fédéral a pris de nouvelles mesures, j'ai pu mettre en avant mes connaissances de médecin pour dire qu'il fallait frapper vite et fort.

**Publiquement, vous avez un peu disparu. On aurait pu s'attendre à voir et entendre le médecin du Conseil fédéral...**

Je suis le ministre des Affaires étrangères, pas celui de la Santé. Et je ne suis pas le médecin du Conseil fédéral. Dans les pays voisins aussi, ce sont les ministres de la Santé qui s'expriment.

**Comme ministre des Affaires étrangères, n'auriez-vous pas pu faciliter la coordination de la Suisse avec ses voisins? La situation semblait très floue quand il s'agissait des stations de ski ou des contrôles aux frontières...**

Ces moments n'ont pas duré longtemps, et ces questions ont été résolues grâce au travail de mon département. La politique sanitaire est définie par le ministre de la Santé, la gestion des frontières par celle de Justice et police, l'exécution des mesures aux frontières par celui des Finances, en charge des douanes. Et celui qui gère les maux de ventre occasionnés par les mesures, c'est le ministre des Affaires étrangères, donc moi. J'ai parfois dû m'entretenir plusieurs fois par jour avec mes homologues des pays voisins.

**On meurt plus du coronavirus en Suisse que dans certains pays comme l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, et une surmortalité a été déplorée l'an passé. Peut-on vraiment dire que le Conseil fédéral a bien géré la crise?**

Ce ne sera que dans trois ou quatre ans, après la fin de la pandémie, qu'on pourra dresser le bilan. Il faudra alors regarder les résultats sur les plans sanitaire et économique, car il n'y a pas de santé sans prospérité.

**L'attitude du PLR durant la pandémie a déplu à la gauche et au centre. Après les élections de 2019, le second siège de votre parti au Conseil fédéral a été remis en cause, et vous-même aviez été attaqué. Tout indique que vous restez le conseiller fédéral le plus menacé...**

La question de la représentation des partis au Conseil fédéral se pose effectivement depuis les élections fédérales de 2019, et va nous accompagner durant toute la législature.

**Si l'un des deux ministres PLR devait tomber, pourquoi Ignazio Cassis devrait-il être préféré à Karin Keller-Sutter?**

La question ne se pose pas actuellement. Le jour où ce sera le cas, nous en parlerons.

**Selon plusieurs observateurs, vos relations avec votre collègue de parti ne sont pas très bonnes...**

Je le lis aussi dans les médias, mais la vérité c'est que nous nous entendons bien.

**«Je ne suis pas le médecin du Conseil fédéral»**

Ignazio Cassis

**Cette année est décisive avec l'importantissime dossier européen. Dans les grands partis, la majorité ne semble plus vouloir de la Cour de justice de l'UE (CJUE) dans cet accord. Est-ce le moment de tout recommencer à zéro?**

Le Conseil fédéral évaluera les résultats définitifs une fois que les discussions en cours avec l'UE seront terminées. La participation sectorielle et sans entraves au marché intérieur de l'UE, avec nos exportations par exemple, implique de reprendre la législation européenne pertinente. L'interprétation de cette législation incombe à la CJUE, mais il y a un tribunal arbitral pour régler les différends.

**Plus aucun grand parti ne souhaite l'accord-cadre sous cette forme et même dans votre famille politique, le conseiller aux Etats Thierry Burkart (AG) appelle à la rupture des négociations... Est-ce que vous foncez dans le mur?**

Les discussions avec l'UE permettront de voir si les doutes peuvent être surmontés. Il y a toujours deux possibilités en négociant: aboutir ou ne pas aboutir.

**Et tout indique que c'est la seconde issue qui se profile...**

Il est trop tôt pour le dire. Le 11 novembre dernier, le Conseil fédéral a défini sa position et les points qu'il

souhaite clarifier avec Bruxelles. Ce n'est qu'ensuite que l'on pourra trancher.

**Le Royaume-Uni a conclu un accord avec l'UE: la Cour européenne de justice n'aura rien à dire. Qu'est-ce que les Britanniques ont fait de mieux?**

Attention, les Britanniques ont choisi un modèle différent de celui de la Suisse. Ils se contentent d'un accord de libre-échange et de coopération, sans intégration partielle au marché intérieur de l'UE. Dans le modèle britannique, l'exportation y est donc plus chère, plus bureaucratique et plus lente.

**L'ambassadeur Alexandre Fasel semblait programmé pour Bruxelles, une représentation particulièrement importante en ce moment. Pourquoi avoir choisi Rita Adam?**

L'ambassadeur Fasel est un excellent diplomate avec un beau parcours en politique européenne et d'excellentes connaissances dans le domaine des Nations Unies. Pour Bruxelles, nous avons choisi Rita Adam, une diplomate tout aussi expérimentée, qui répondait parfaitement aux besoins actuels. Le poste à Bruxelles a attiré une vingtaine de candidatures, il est donc inévitable que certains essuient un refus.

**Les nominations de femmes sont-elles plus difficilement acceptées par certains diplomates?**

C'est possible, oui. Personnellement, je ne fais aucune différence et je me focalise sur les compétences. Mon travail consiste à prendre les meilleures décisions dans l'intérêt de la Suisse.

**Vous êtes bousculé dans les médias par certains de vos propres collaborateurs qui disent leur déception. N'est-ce pas le signe que le DFAE disfonctionne?**

J'ai reçu ces derniers jours les résultats de l'enquête sur le personnel de la Confédération. Elle montre que la satisfaction a progressé dans mon département ces trois dernières années, malgré ou grâce aux différentes réformes que j'ai introduites. Et j'en suis heureux. Ce sont des faits bien plus importants que quelques voix anonymes. Les membres du corps diplomatique savent que ma porte est toujours ouverte, même aux critiques. Cela dit, je prends toutes les critiques très au sérieux et je cherche à savoir si elles soulèvent un problème qui aurait pu m'échapper.

**Il y a quand même une partie du département qui n'adhère pas à votre ligne et vous échappe...**

Quand vous dirigez 5500 personnes, vous ne pouvez pas vous attendre à ce que tout le monde admire votre ligne. Qu'importe ce que vous faites, il y aura toujours des gens qui vous seront hostiles et d'autres qui seront immédiatement amicaux. Je concentre mon activité sur ceux qui se situent entre les deux, qui sont les plus nombreux et qui font la différence. Et je le fais avec beaucoup de passion. »



Depuis son entrée au Conseil fédéral en 2017, le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis n'avait

Affaires étrangères, est sous pression. L'ancien médecin se défend d'être absent sur le front du Covid-19

# MAUX DE VENTRE»



jamais semblé aussi affaibli. Keystone-archives

## «LA POLITIQUE DES MILLIMÈTRES»

Avec la Chine, le ministre des Affaires étrangères veut maintenir un lien solide, sans taire les sujets qui fâchent.

**La stratégie vis-à-vis de la Chine devrait bientôt être adoptée. Ce pays ignore les droits de l'homme et assume une politique impérialiste. La Suisse ne devrait-elle pas se distancier plus clairement de Pékin?**

**Ignazio Cassis:** Nous savons ce qu'il se passe en Chine. Les droits de l'homme y sont un problème, mais seul le chemin du dialogue nous permet d'en parler avec elle. Pour la Suisse, la Chine est à la fois une partenaire, une concurrente et un défi sociétal. Nous collaborons sur le plan scientifique, culturel et économique. Nous avons un accord de libre-échange, le premier qu'elle ait signé avec un pays du continent européen. Mais notre modèle, axé sur la démocratie et l'Etat de droit, est bien différent.

Face à ce modèle différent, nous avons choisi d'entretenir les meilleures relations possibles, suffisamment constructives mais aussi critiques. Il faut

un lien solide pour pouvoir parler des sujets sensibles.

**Vous ne tranchez pas entre intérêts économiques et protection des droits de l'homme... N'est-ce pas un peu hypocrite?**

Non... Pensez-vous qu'en refusant le dialogue avec la Chine, nous serions en mesure d'aider les Ouïghours?

**«Nous savons ce qu'il se passe en Chine»**

Ignazio Cassis

**Les aidons-nous actuellement?**

En restant en contact, et en thématisant ces questions avec persistance, nous ne gagnons peut-être que des millimètres ou des centimètres, mais nous les aidons. La défense des valeurs universelles est un engagement de longue haleine.

**La Suisse semble moins humanitaire aujourd'hui qu'il y a vingt ans...**

Au contraire. Nous avons beaucoup développé le droit

international ces dernières années et la Suisse d'aujourd'hui est plus humanitaire qu'il y a vingt ans.

**La journaliste suisse Luzia Tschirky a été enlevée et détenue au Bélarus. Une autre femme suisse, Natallia Hersche, a été condamnée à deux ans et demi dans une colonie pénitentiaire en décembre. Que faites-vous pour les défendre?**

Avoir une ambassade suisse à Minsk est une bonne chose: elle nous permet d'agir rapidement, comme ceci a été le cas pour le jeune Valaisan (le lutteur Tanguy Darbellay, ndr) et pour la journaliste, M<sup>me</sup> Tschirky. Le cas de M<sup>me</sup> Hersche est plus compliqué, car elle possède une double nationalité, qui n'est pas reconnue par le Bélarus. Mais j'ai rapidement obtenu qu'elle puisse bénéficier de notre protection consulaire et de notre proximité au tribunal. Notre ambassadeur lui a rendu visite six fois et a assisté au premier procès en décembre dernier. Bien sûr, nous continuons nos efforts sur tous les canaux diplomatiques pour qu'elle soit libérée le plus rapidement possible. »

XL ET PBO

## Une solution à deux Etats en Israël

Au Proche-Orient, Ignazio Cassis dit chercher le meilleur équilibre possible dans le conflit israélo-palestinien.

**Vous n'avez pas signé le traité d'interdiction des armes nucléaires, pourtant initié par la Suisse. C'est un exemple du renversement de la politique extérieure que vous incarnez?**

**Ignazio Cassis:** Non, c'est une question de méthode. Le Conseil fédéral n'agit pas uniquement pour lancer des signaux, mais il travaille pour obtenir des résultats. Un titre attractif ou de bonnes intentions ne garantissent pas forcément le résultat espéré. Le Conseil fédéral lutte depuis des décennies sans relâche pour l'abolition des armes nucléaires et je partage entièrement cette vision.

**Les Chambres fédérales ont voté pour la ratification de ce traité... Pourquoi le Conseil fédéral tempore-t-il?**

Le Conseil fédéral a analysé ce nouveau traité et a souhaité s'assurer qu'il est en mesure d'être efficace, sans nuire à la politique suisse de désarmement qui se base sur des traités antérieurs, en particulier sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui date de 1968. Un bilan de ce traité cinquante ans après son entrée en vigueur sera tiré cette année à New York et le Conseil fédéral réexaminera alors la question.

**Vous étiez déjà proche d'Israël avant d'être élu. Au Moyen-Orient, la Suisse défend deux Etats, dont l'un dans les territoires palestiniens, mais vous ne donnez pas l'impression d'incarner cette stratégie avec conviction...**

Vous exprimez beaucoup d'impressions, mais ma position est claire et s'inscrit dans la continuité de la politique suisse. Nous voulons une solution politique à deux Etats entre Israël et le territoire palestinien occupé.

**Beaucoup prétendent que votre politique subit l'influence importante de votre secrétaire général Markus Seiler, ancien directeur des services de renseignements...**

Je suis très content de mon secrétaire général, qui fait très bien son travail. Son poste est exposé et il a ma pleine confiance.

**Votre département n'est-il pas beaucoup plus proche d'Israël que celui de vos prédécesseurs?**

Mon département veut trouver le meilleur équilibre possible dans le conflit israélo-palestinien. Je l'ai souligné il y a quelques semaines en me rendant en Israël, dans le Territoire palestinien occupé et aux Emirats arabes unis. La situation est compliquée et la normalisation des relations entre les Israéliens et les Etats arabes constitue un premier pas politique essentiel pour une solution juste. »

XL ET PBO